



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

avocats

Question écrite n° 55224

## Texte de la question

M. Jean-François Chossy attire l'attention de Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, sur le dispositif de l'aide juridictionnelle mis en place par la loi du 10 juillet 1991 qui a pour objet de permettre aux plus démunis, grâce à une aide de l'Etat, de choisir librement leur avocat. Le 13 novembre dernier, les avocats ont engagé un mouvement de grève pour réclamer une réforme de ce dispositif. Ils dénoncent un système qui, compte tenu du faible montant des indemnités qui leur sont versées, les oblige à travailler à perte et met en péril un nombre croissant de cabinets. Cette mobilisation met donc l'accent sur l'insuffisance des moyens déployés en vue de garantir l'égal accès au droit et une défense de qualité pour tous. Cette carence se matérialise également dans la faiblesse du plafond de ressources retenu. En 1972, il était supérieur de 35 % au SMIC. Il lui est aujourd'hui inférieur de 11 %, pour une aide juridictionnelle complète. Les avocats se réjouissent de l'annonce du doublement de l'aide juridictionnelle dans de nombreux secteurs, ils souhaitent cependant qu'un certain nombre de leurs revendications comme la baisse de la TVA pour les particuliers de 19,6 % à 5,5 % ou la défiscalisation des indemnités d'aide juridictionnelle ne restent pas sans suite. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour ne pas faire peser sur les professionnels la garantie du respect du principe d'égalité et quels engagements elle compte également prendre à plus long terme pour permettre la mise en place d'un service public d'accès au droit de qualité.

## Texte de la réponse

La garde des sceaux, ministre de la justice, a l'honneur de faire connaître à l'honorable parlementaire que, consciente de la nécessité de satisfaire le besoin d'accès au droit et d'accès à la justice, elle a procédé le 13 décembre 2000 à l'installation d'une commission présidée par M. Paul Bouchet, conseiller d'Etat honoraire, président d'ATD Quart-Monde, regroupant des personnalités de divers horizons en la chargeant de la mission de remettre à plat l'ensemble du dispositif de l'aide juridique. Les travaux de cette instance, qui sont conduits dans un esprit de large concertation et qui s'achèveront d'ici au 30 avril prochain, devront déboucher sur des propositions concrètes de telle sorte qu'un projet de loi puisse être finalisé à l'été 2001. Ces travaux intégreront la question de l'assistance du détenu faisant l'objet d'une procédure disciplinaire. Dans l'intervalle, sont appliquées les mesures prévues dans le protocole d'accord qu'elle a conclu le 18 décembre 2000 avec les organisations professionnelles représentant les avocats et traduites dans le décret n° 2001-52 en date du 17 janvier 2001 publié au Journal officiel du 19 janvier. Ce décret procède aux revalorisations rendues nécessaires par l'évolution et la complexification de sept contentieux principaux (divorces et autres instances devant le juge aux affaires familiales, assistance éducative, procédures devant le juge de l'exécution, contentieux prud'homoux, baux d'habitation, procédures correctionnelles, procédures prévues par l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France). De même, il relève le montant de la contribution de l'Etat à la rétribution de l'avocat intervenant au cours de la garde à vue pour tenir compte de l'entrée en vigueur, depuis le 1er janvier 2001, des dispositions de la loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes. Enfin, il crée en matière d'application des peines une indemnisation de l'avocat assistant le condamné dans les conditions fixées par l'alinéa 6 de l'article 722 du code

de procédure pénale, pour la période du 1er janvier au 16 juin 2001. La circulaire d'application de ce décret a été diffusée aux juridictions et aux barreaux le 26 janvier 2001. Les projets de décret portant application des dispositions de la loi du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits ayant un impact en matière d'aide juridictionnelle sont rédigés ; ils sont soumis depuis novembre 2000 à la consultation des professionnels du droit concernés. Ils pourront être publiés dès que les organisations professionnelles saisies pour avis auront fait connaître leurs observations.

## Données clés

**Auteur** : [M. Jean-François Chossy](#)

**Circonscription** : Loire (7<sup>e</sup> circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 55224

**Rubrique** : Professions judiciaires et juridiques

**Ministère interrogé** : justice

**Ministère attributaire** : justice

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 11 décembre 2000, page 6955

**Réponse publiée le** : 2 avril 2001, page 2005